

# Mobilisation, sécurité, diplomatie : les trois clés de l'avenir

RD CONGO Tant d'inconnues encore à moins de trois mois de l'élection présidentielle au pays de Kabila

L'avenir immédiat du Congo se joue en ce moment sur trois terrains : la mobilisation populaire, la situation sécuritaire et, *last but not least*, la diplomatie. Sur le plan de la mobilisation, l'opposition a réussi, samedi après midi, à mobiliser sans incidents plusieurs milliers de personnes à Kinshasa. La défiance à l'égard des prochaines élections, prévues pour le 23 décembre, était générale. Les opposants ont rappelé leurs principaux griefs : une « machine à voter » contestée, un fichier électoral peu fiable, une Cour constitutionnelle « aux ordres ».

Au-delà de ces griefs connus, et si l'on se rappelle que deux « poids lourds » – Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi – sont empêchés de se présenter, la seule question qui importe est celle de l'unité de l'opposition autour d'un candidat commun, rendue obligatoire par le scrutin à un tour. Le meeting de samedi a réussi à rassembler Félix Tshisekedi, le leader de l'UDPS ; Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale et leader de l'Union pour la nation congolaise ; Martin Fayulu du parti ECIDE et l'ancien Premier ministre Muzito en rupture avec

le parti lumumbiste et recalé par la Cour constitutionnelle. Des messages fermes des « invalidés » Bemba et Katumbi ont été

lus.

## Candidat unique ?

Cependant, aucun désistement en faveur d'un candidat unique n'a encore été annoncé. L'idée d'un appel au boycott du scrutin fait son chemin. Mais elle n'a pas encore rallié tous les candidats surtout ceux qui, comme Félix Tshisekedi, croient encore avoir une chance de l'emporter contre Emmanuel Shadary, le dauphin de Kabila. Faut-il dire aussi que, parmi les ténors de l'opposition, la méfiance demeure extrême ? Certains ont déjà travaillé avec Kabila, d'autres ont négocié secrètement avec le pouvoir et tous soupçonnent leurs rivaux d'éventuels coups fourrés, comme une participation à un gouvernement dit d'« union nationale » qui générerait un nouveau délai obtenu par consensus, une manœuvre qui permettrait au rusé Kabila d'encore gagner du temps...

Lié à l'évolution de la situation politique, l'autre terrain sur lequel se joue l'avenir du Congo est le domaine sécuritaire. La révolte dite des Kamwina Nsapu dans le Kasai, une lutte pour le pouvoir coutumier qui avait embrasé quatre provinces et fait plus de 3.000 morts et 1,4 million de déplacés, semble sous

contrôle, à l'issue d'une répression implacable. Mais le feu pourrait reprendre.

En revanche, à Beni, dans le Nord-Kivu, la situation ne cesse d'empirer : des attaques attribuées au groupe ougandais musulman ADF Nalu ont fait plus de 20 morts le week-end dernier, et l'impuissance de la Monusco et de l'armée congolaise a été démontrée une fois de plus. Alors que des attaques se déroulaient dans des quartiers périphériques d'une ville déjà atteinte par l'épidémie Ebola, une grève générale a paralysé les activités durant cinq jours et les évêques ont exprimé leur indignation.

Cette violence représente un autre élément de l'équation : l'existence d'une centaine de groupes armés et la composition hétérogène de l'armée congolaise où certaines unités sont dirigées par des officiers issus des diverses rébellions et demeurés fidèles à Kabila. Cet élément est un facteur de risque important.

C'est là que l'aspect diplomatique intervient : tous deux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la Belgique et l'Afrique du Sud seront donc aux manettes dans les temps à venir. Trouveront-elles une solution ? A New York, Charles Michel, qui a rencontré Kabila, a en tout cas parlé de « *désescalade* ». ■

COLETTE BRAECKMAN